Cent soixante et onzième session

171 EX/30 Add.
PARIS, le 15 avril 2005
Original français

Point 38 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL SUR LA SITUATION
DE LA CAISSE D'ASSURANCE-MALADIE DE L'UNESCO**

ADDENDUM

RÉSUMÉ

Conformément à l'article 2805.7 du Manuel administratif, le Syndicat du personnel de l'UNESCO (STU) formule ses commentaires au rapport du Directeur général.

1. Devant l'opacité de la gestion de la Caisse d'assurance-maladie (CAM), des participants de la Caisse et des participants associés ont créé un Comité de défense de la CAM. Ce Comité est soutenu par deux associations du personnel : le STU et "Le Syndicat". Le Comité a essayé d'attirer l'attention du Directeur général sur les inquiétudes des participants de la Caisse au sujet des dangers et de l'inefficacité d'une éventuelle privatisation totale ou partielle de la Caisse. En novembre 2002, lors de l'Assemblée générale extraordinaire de la CAM, une résolution avait été adoptée rappelant le profond attachement des participants et des États membres au maintien de la CAM au sein du Secrétariat de l'UNESCO, dans sa forme mutualiste, cogérée et solidaire (cf. document 159 EX/24). Cette résolution avait été transmise au Directeur général par le Président du Syndicat du personnel UNESCO (STU), par la Présidente de "Le Syndicat" et par le Président de l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AAFU) (le 23 décembre 2002). Ces trois associations ont appuyé sans réserves cette résolution et ont rappelé notamment leur ferme opposition à toute tentative éventuelle d'externalisation, totale ou partielle, des services rendus par la Caisse.

2. La dernière Assemblée générale des participants (pour 2003), a eu lieu les 16 décembre 2003, 3 mars 2004 et 3 juin 2004. Lors de cette Assemblée, la majorité des intervenants ont été critiques sur la gestion de la Caisse. Interrogé au sujet de la proposition de mise à disposition gracieuse à l'UNESCO par l'Organisation mondiale de la santé du logiciel utilisé par leur Caisse, le Secrétaire de la CAM avait alors affirmé que les services compétents travaillaient activement à l'adaptation du logiciel de l'OMS à l'UNESCO et que ce dernier serait opérationnel le 1er janvier 2005. Or, le Comité de défense de la CAM a appris que rien n'avait été

entrepris en ce sens, mais que des propositions avaient été faites à la Direction générale pour la passation d'un contrat pour un "projet pilote" de cinq mois avec une société privée, sans appel d'offres et sans demander l'avis du Comité des marchés, ce qui est contraire aux principes de compétitivité et de transparence. Ce n'est qu'à la suite de la dénonciation faite par le Comité de défense de la CAM, que l'administration nous a finalement informés du projet pilote, le 10 novembre 2004. Par la suite, le Comité de défense de la CAM, le STU et "Le Syndicat" ont adressé un appel au Directeur général le 29 novembre 2004 pour suspendre la mise en place du projet. Appel resté sans réponse.

3. La raison invoquée de l'intervention externe dans la gestion des remboursements des frais médicaux était le retard accumulé et, en ce sens, le concours apporté par le Groupement médical et chirurgical (GMC - Services) serait la garantie de l'absorption du retard. Pourtant, les deux associations soutenant le Comité de défense de la CAM ont été saisies de nombreux cas de problèmes de remboursements. Ce que le STU et "Le Syndicat" ont essayé en vain d'expliquer au Directeur général est que le retard pris dans la gestion des remboursements était dû à une volonté du Bureau des ressources humaines de créer artificiellement une crise afin de justifier une intervention externe. En effet, le refus de mettre à la disposition du service concerné le personnel nécessaire, ainsi que le logiciel mis à la disposition par l'OMS, a provoqué le retard mentionné et la réaction de la Direction générale qui a mis en place, sans consultation des participants de la Caisse, le projet pilote susmentionné. Une bonne gestion du service aurait permis, en revanche, de substantielles économies.

4. Le Comité de défense de la CAM, le STU et "Le Syndicat" tiennent à attirer l'attention des représentants des États membres sur la situation au moment de la rédaction de cet addendum :

- (a) les remboursements aux participants associés ont été pris en charge par la GMC depuis le 15 novembre 2004, avec un contrat de cinq mois et sous forme de "projet pilote". Les participants de la Caisse ne sont pas informés de la suite envisagée à cette démarche ;
- (b) le Conseil de gestion de la CAM, malgré la nomination d'un nouveau Président en consultation avec les associations du personnel, continue de prendre toutes les décisions sans tenir compte des observations et demandes d'éclaircissement formulées par les membres élus du personnel qui se trouvent constamment mis en minorité au sein du Conseil. À tel point que nos représentants envisageraient de donner leur démission, estimant que leur participation équivaut à légitimer des décisions auxquelles ils n'adhèrent pas ou bien vis-à-vis desquelles ils n'ont pas d'informations suffisantes ;
- (c) le Conseil de gestion de la CAM a décidé de réunir l'Assemblée générale des participants le 11 mai prochain, après la fin de la 171^e session du Conseil exécutif, alors que deux rapports sur la Caisse d'assurance-maladie doivent être examinés par le Conseil exécutif (le Rapport du Directeur général sur la situation de la Caisse d'assurance-maladie de l'UNESCO - document 171 EX/30 et le Rapport du Commissaire aux comptes sur la même Caisse - document 171 EX/32). De cette manière, lors de l'examen des deux rapports susmentionnés, le Conseil exécutif ne pourra pas prendre connaissance de l'avis de l'Assemblée générale des participants sur les questions contenues dans ces documents, alors que les participants sont propriétaires à 50 % de la CAM. Le Comité de défense de la CAM, le STU et "Le Syndicat" dénoncent et déplorent l'attitude autoritaire, opaque, et à la limite du mépris, de l'Administration.

6. Il faut souligner le fait que, pour les actifs, la participation à la CAM, caisse à caractère mutualiste et solidaire comme il est rappelé dans tous les documents officiels, est obligatoire. De ce fait, participer à sa gestion est un droit que l'Administration ne nous accorde plus.

7. Les États membres paient à la CAM une contribution égale à celle des participants et c'est l'Organisation qui actuellement supporte les frais d'administration de la Caisse. Dans les documents récents, on voit maintenant apparaître ces frais administratifs (évalués à quelque 7 % du budget de la CAM - alors que l'expert M. Bellocq estime que normalement ces frais devraient en représenter 3 %) comme une contribution des États membres. Va-t-on considérer que le coût des nombreux contrats et études sur lesquels nous n'avons pas pris en compte aussi ? Nous demandons aux représentants des États membres de bien vouloir prendre note du fait qu'il s'agit d'une "contribution" qui en réalité ne va pas au budget de la Caisse.

8. Les participants, à travers le STU et "Le Syndicat", réclament la transparence et la concertation pour toutes les décisions et tous les choix qui seront pris, dans un souci d'harmonie et de convergence de points de vue, car le bon fonctionnement de la CAM est un sujet d'intérêt commun. En réaffirmant son attachement à une gestion de la CAM interne à l'Organisation, les participants souhaitent que cette question soit définie clairement et définitivement lors de la prochaine session de la Conférence générale, à l'occasion de l'étude des résultats de l'audit financier et opérationnel de la CAM décidé par la Conférence générale lors de sa 32e session.